

---

# La démocratie indienne sous la loupe d'Arundhati Roy

---

STÉPHANE LEYENS

« Pourquoi est-ce que tu rames dans la confiture ? demanda Rahel.  
On est en démocratie, non ? »

Rien à dire là-contre.

L'Inde était bel et bien une démocratie.

Où l'on pouvait fabriquer son sel. Ou ramer dans la confiture, si l'envie vous en prenait.

Arundhati Roy, *Le Dieu des Petits Riens*

Rahel, l'héroïne du premier roman de l'écrivain indienne Arundhati Roy, n'est qu'une enfant, encore assez candide pour accepter l'idée que la démocratie de l'Inde indépendante est le règne des envies satisfaites, envies de tous, et de toutes. Et puis il faut dire que Rahel-petite-fille vit à une époque où l'aventure démocratique indienne n'a pas encore tout à fait rejoint l'ordre mondial, à une époque où le rêve démocratique, égalitariste et « séculariste » de l'Inde de Nehru est toujours vivace. Rahel grandit avant 1989, avant le point de rupture dans l'histoire de l'Inde contemporaine.

Point de rupture ? 1989 ? Dans son dernier livre, *Listening to Grasshoppers. Field Notes on Democracy*<sup>1</sup>, Arundhati Roy nous explique pourquoi les événements de 1989 ont été le catalyseur de changements d'attitude et de perspective dans la politique indienne et ont suscité les événements qu'elle relate et commente au fil des douze essais écrits entre 2002 et 2008, et compilés dans cet ouvrage caustique dans lequel l'image de la *Shining India* que l'on nous fait souvent miroiter se ternit sérieusement au fil des pages. Arundhati Roy propose en effet une critique acerbe de certains aspects de la vie sociopolitique indienne actuelle. Son propos est dur, sans concession : elle n'hésite pas à qualifier la politique défendue par le grand parti nationaliste hindou, le BJP, de « fasciste », à reconnaître dans une série d'événements relativement récents un « génocide » et à souligner le « lien organique » couplant néolibéralisme et fascisme. Le

---

<sup>1</sup> Roy A., *Listening to Grasshoppers. Field notes on Democracy*, Hamish Hamilton – Penguin, 2009.

titre de l'ouvrage lui-même est suffisamment explicite puisque, comme nous le verrons, il renvoie directement au génocide arménien — qu'elle ne questionne pas et qu'elle met en relation avec la situation contemporaine indienne. On le voit : ses thèses sont fortes et radicales. Elle dissèque quelques événements choisis de l'actualité contemporaine pour soutenir sa déconstruction de la démocratie indienne sans mention positive aucune pour une quelconque dimension du politique. Le goût pour la nuance n'est assurément pas la plus grande qualité de l'essayiste Arundhati Roy.

L'objectif ici ne sera pas de proposer une lecture critique de l'ouvrage, visant à séparer le bon grain de l'ivraie, l'analyse pertinente de l'extrapolation abusive. Ces essais issus de la plume d'une grande figure du militantisme de gauche indien ont un caractère provocateur indéniable et ont, par là même, la vertu de questionner l'image que l'on est tenté de se faire de la « plus grande démocratie du monde » et de l'« Inde en mouvement ». Dès lors, l'idée est plutôt de mettre en avant les thèses essentielles qui constituent le fil rouge du livre, tout en rendant au mieux le ton caustique de l'auteur. Première thèse donc : la rupture de 1989.

Les événements de 1989, ce sont bien évidemment la défaite des Soviétiques chez le voisin afghan, la chute du Mur de Berlin, la dissolution du bloc de l'Est et en conséquence, la grande victoire du libéralisme économique et l'élargissement du marché occidental à l'ensemble de la planète, ou presque. Et l'Inde suivit le mouvement. D'abord, en changeant de statut dans l'échiquier mondial : de leader des pays non alignés elle devint endéans quelques mois une nation alignée, et sa timide sympathie pour le communisme se transmuta en une amitié affichée pour les États-Unis. Ensuite, en transformant sa politique économique : la libéralisation du marché se substitua irrévérablement à la présence importante de l'État dans le développement du pays. Le ton et l'esprit changèrent dramatiquement au cours des années nonante : « Les mots "progrès" et "développement" sont devenus interchangeable avec [...] "dérégulation" et "privatisation" ; "liberté" en est venu à signifier "choix", et cela a moins à voir avec un état d'esprit qu'avec différentes marques de déodorant » (p. xiii). La première rupture inaugurée en 1989, explique Arundhati Roy, a trait au concept de *progrès*.

Autre conséquence des événements de 1989, décisive, selon Roy, pour comprendre la politique actuelle : le remplacement des communistes par les « islamistes » dans le rôle de l'ennemi numéro un des États-Unis. Et ici aussi l'Inde suivit le mouvement. Le BJP, le parti nationaliste hindou alors dans l'opposition, lance en 1990 une vaste campagne contre la communauté musulmane qui mènera, entre autres événements, à la destruction de la mosquée d'Ayodhya en 1992, au pogrom antimusulman de Mumbai l'année suivante, à ceux du Gujarat dix ans plus tard, mais aussi, en 1998, à la première grande victoire politique du BJP. Comme ailleurs, la justification officielle des exactions est limpide : combattre le terrorisme pour défendre l'unité nationale. Aussi la rupture de 1989 est également marquée par le début des succès populaires du nationalisme hindou dans un pays à vocation « séculariste » : la notion d'*union*

indienne commence à prendre une signification fort différente de l'esprit de la Constitution. « Petit à petit, le nationalisme indien en est venu à signifier le nationalisme hindou, qui se définit non par le respect et l'attention que l'on porte à soi-même, mais par la haine de l'Autre. Et l'Autre, pour le moment, ce n'est pas seulement le Pakistan, ce sont les musulmans » (p. 15).

Les attaques portées à la communauté musulmane sont au centre de l'ensemble des analyses critiques d'Arundhati Roy. Mais l'attention aurait tout aussi bien pu être portée sur d'autres franges marginalisées de la société indienne sur lesquelles elle s'attarde moins : les autres minorités religieuses et les Adivasis (aborigènes). Car la thèse centrale de l'ouvrage dépasse la seule problématique des tensions communautaires entre hindous et musulmans. Ce n'est pas un hasard, nous dit-elle, s'il y a concomitance entre le grand saut dans le libéralisme économique et la présence de plus en plus appuyée du nationalisme hindou sur la scène politique, car il existe « un lien organique entre l'"union" et le "progrès", ou si vous préférez, entre le "fascisme" et le "libre marché" » (p. xxii).

Par fascisme, Roy entend l'érosion des libertés civiles, la désinformation, la corruption politique du système judiciaire, l'importance grandissante d'injustices quotidiennes passées sous silence, et tout cela sous l'œil complice des dirigeants « démocratiquement » élus. Que ce soit l'expulsion d'Adivasis pour libérer les terres au riche sous-sol du Chattisgarh, l'étrangeté de l'attaque du Parlement à New-Delhi en décembre 2001 et l'in vraisemblable « logique » de l'enquête judiciaire qui s'ensuivit, la politique répressive au Cachemire ou encore le traitement médiatique et politique des attaques terroristes de Mumbai en novembre 2008 : autant d'événements que scrutent Arundhati Roy pour y déceler une attitude fasciste et les intérêts néolibéraux. Plus que tout autre, c'est la tragédie que connut le Gujarat au printemps 2002, soutient-elle, qui marque l'entrée en scène du fascisme sur le sol indien.

Elle nous présente les faits comme suit. En représailles à l'incendie d'un wagon qui coûta la vie à cinquante-huit hindous à Godhra, au Gujarat, près de deux mille musulmans furent massacrés, des femmes furent violées avant d'être immolées par le feu et quelque cent cinquante mille personnes furent expulsées de leur domicile et contraints de s'établir dans des camps de réfugiés. Pendant les événements, les autorités adoptèrent une attitude complaisante, sinon de soutien, à l'égard des exacteurs. Par la suite, ceux-ci furent à peine inquiétés. Et bien que l'enquête n'ait pu déterminer les causes exactes de l'incendie, Narendra Modi, *chief minister* de l'État du Gujarat et membre du BJP, compara le pogrom au mouvement gandhien indépendantiste, « tous deux des moments significatifs de la lutte pour la liberté » (p. 8). Par deux fois depuis lors, Modi fut reconduit dans ses fonctions lors d'élections « démocratiques ». S'il n'est de toute évidence pas favorable aux droits des musulmans, le climat entretenu par Modi l'est assurément aux affaires : la Tata Nano — la voiture « la moins chère au monde » et emblème du *Shining India* — sera produite au Gujarat, un État loué par le très puissant Ratan Tata comme étant une « destination de rêve pour le capital financier » (p. 137). Union (hindou) et progrès

(capitaliste) font bon ménage dans ce « laboratoire du fascisme » (p. xxvii) qu'est le Gujarat — tel est, à tout le moins, la morale que tire Arundhati Roy de ces faits.

Cette atmosphère inquiétante se fait ressentir sur l'ensemble du territoire indien et Arundhati Roy y voit le symptôme d'une double menace. Menace pour la démocratie d'abord, trop souvent réduite à peau de chagrin, c'est-à-dire à la tenue d'élections régulières : « les Chinois font du sport, ainsi ont-ils eu les Jeux olympiques; l'Inde fait de la démocratie, nous avons donc des élections » (p. xxv). Un soulèvement populaire surgit-il au Cachemire? Qu'à cela ne tienne! Des élections anticipées sont *illico* organisées avec pour autres conséquences l'apaisement de la population, l'oubli (temporaire) du problème ayant suscité le soulèvement et, paradoxalement, la victoire (mystérieuse) du parti mis en cause par le soulèvement. Tandis que beaucoup s'étonnent de ce que les Cachemiris prétendent préférer l'obscurantisme pakistanais à la démocratie indienne, Arundhati Roy propose une interrogation politiquement plus utile : « Qu'a bien pu faire cette soi-disant démocratie au Cachemire pour que les gens en soient venus à la détester de la sorte? » (p. 171).

La seconde menace que Roy perçoit est plus inquiétante encore. L'Union hindoue projette d'uniformiser la nation; le Progrès capitaliste vise un taux de croissance de 10 %. Leurs fins respectives appellent un projet commun qui scelle leur alliance, à savoir maximiser leur espace de vie, ou « *lebensraum* » (p. 144) comme on disait en Allemagne à une certaine époque. S'approprier l'espace vital à ces visées nécessite de l'évacuer de ceux qui s'opposeraient ou gêneraient les ambitions d'expansion — capitaliste d'un côté, pan-hindouiste de l'autre. Évacuation qui prend, soutient avec force Arundhati Roy, la forme d'un génocide. Les événements du printemps 2002 au Gujarat en seraient la première grande manifestation; la lutte anti-maoïste, justifiant l'évacuation de centaines de villages au Chattisgarh pendant que le groupe Tata négocie l'exploitation de mines de fer sur les mêmes lieux, en serait une autre. Si l'on en croit ses analyses, la menace génocidaire est réelle, les signes en sont nombreux, pour ceux qui veulent les déceler.

En printemps 1915, les habitants d'un village arménien furent alarmés par le vrombissement d'essaims de sauterelles et y virent un mauvais présage. Il s'avéra que leur pressentiment ne les avait pas trompés : quelques mois plus tard ils étaient exterminés. Le livre d'Arundhati Roy est une invitation à écouter les sauterelles (*listening to grasshoppers*), à repérer les signes des génocides à venir, petits ou grands, en Inde et ailleurs, et à soutenir la résistance. ■